



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

55 | 2017

Les écoles du peuple à l'ère des révolutions
(1815-1880)

École du peuple et scolarisation post-élémentaire

Les débuts de l'école primaire supérieure fondée par la ville de Paris
(1839-1852)

*Post-elementary Education for the Lower Classes. The Beginnings of Paris's First
Higher Primary School (1839-1852)*

*Post-elementare Schulbildung für die einfache Bevölkerung. Die Anfänge der
ersten höheren Primarschule von Paris (1839-1852)*

Renaud d'Enfert



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5322>

DOI : 10.4000/rh19.5322

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 43-57

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Renaud d'Enfert, « École du peuple et scolarisation post-élémentaire », *Revue d'histoire du XIXe siècle*
[En ligne], 55 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 04 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5322> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5322>

Tous droits réservés

RENAUD D'ENFERT

*École du peuple et scolarisation post-élémentaire.
Les débuts de l'école primaire supérieure fondée
par la ville de Paris (1839-1852)*

En créant l'enseignement primaire supérieur, la loi Guizot du 28 juin 1833 tranche, au moins provisoirement, la question débattue depuis les années 1820 de l'organisation d'un enseignement post-élémentaire sans latin et privilégiant les connaissances pratiques et utiles, intermédiaire entre « le modeste enseignement des écoles ouvertes à l'enfance, et les collèges consacrés aux hautes études »¹ : plutôt que d'en faire une branche de l'instruction secondaire parallèle aux études classiques, à l'instar des « cours spéciaux » des collèges², le législateur a choisi d'en faire le prolongement de l'instruction primaire, dont il doit constituer le deuxième degré. Prévu dans les chefs-lieux de département et les villes de plus de six mille habitants, les écoles primaires supérieures visent ainsi « une partie très nombreuse de la nation qui, sans jouir des avantages de la fortune, n'est pas non plus réduite à une gêne trop sévère », à qui il s'agit de donner « une culture un peu plus relevée que celle que lui donnait jusqu'ici l'instruction primaire »³. Bien que s'adressant de la sorte à une « classe moyenne » aux frontières et à la définition incertaines mais dont l'atelier et la boutique forment le noyau⁴, et non aux classes populaires *stricto sensu*, cette nouvelle filière d'enseignement n'en forme pas moins, parce que primaire, une composante à part entière de l'école du peuple.

1. « Extrait du rapport fait par M. Gillon, au nom de la commission des finances, sur le projet de budget du ministère de l'Instruction publique, pour l'année 1833 », *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire* (désormais *BSIE*), n° 52, avril 1833, p. 123-136 (citation p. 134).

2. Philippe Marchand, « Une nouvelle donne sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Les cours spéciaux des collèges dans l'académie de Douai », *Histoire de l'éducation*, n° 131, juillet-septembre 2011, p. 5-26.

3. Exposé des motifs du projet de loi sur l'instruction primaire, présenté à la Chambre des députés par M. le ministre secrétaire d'État de l'Instruction publique, 2 janvier 1833, *Bulletin universitaire*, tome 3, 1835, p. 243-263 (citation p. 249).

4. Serge Bosc, *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte, 2008, p. 9. Jean-Michel Chapoulie a souligné « l'incertitude de l'usage des appellations comme "classes ouvrières", "classes industrielles", "classes moyennes" ou "bourgeoisie" » sous la monarchie de Juillet. Cf. Jean-Michel Chapoulie, « L'enseignement primaire supérieur, de la loi Guizot aux écoles de la III^e République », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 36, juillet-septembre 1989, p. 413-437. Cf. également Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848*, Paris, Albin Michel, 1996 (1^e éd. 1963).

Les travaux menés par Jean-Michel Chapoulie et quelques autres sur l'offre locale d'enseignement ont considérablement renouvelé l'histoire des enseignements intermédiaires et celle, en particulier, de l'enseignement primaire supérieur né de la loi Guizot⁵. Ils ont mis en lumière ses principales caractéristiques, mais aussi la grande diversité des réalisations, depuis les établissements autonomes créés dans les grandes villes jusqu'aux écoles annexées aux collèges communaux dans celles de moindre importance. Souvent évoqué, le cas de Paris n'a toutefois guère retenu l'attention pour le rôle de modèle qui lui fut conféré sous la monarchie de Juillet en matière d'enseignement primaire supérieur. Pourtant, dès son ouverture en 1839, l'école primaire supérieure (de garçons⁶) fondée par la ville de Paris – elle deviendra l'école Turgot en 1848 – est érigée en référence pour cette nouvelle catégorie d'établissements, tant pour son organisation que pour ses enseignements. En 1840, le *Manuel général de l'instruction primaire* rapporte ainsi qu'elle « a été considérée jusqu'à présent, par M. le ministre de l'Instruction publique [Victor Cousin], comme pouvant servir de type et de modèle pour les écoles futures » et voit dans le nouvel établissement un « modèle d'administration, de discipline et d'enseignement »⁷. Les responsables de l'école eux-mêmes veulent en faire une « école-modèle, c'est-à-dire le type de celles que l'on voudra fonder, soit à Paris, soit dans le reste de la France », estimant à l'inverse que son échec serait celui de l'enseignement intermédiaire tout entier⁸.

Ce sont les débuts de cette « école-modèle », qui est aussi la première école primaire supérieure parisienne, que cet article souhaite examiner, alors que celle-ci n'a pas fait à ce jour l'objet d'une étude historique spécifique, hormis un court ouvrage publié en 1895 par l'un de ses anciens élèves et enseignant⁹. Fondé principalement sur les archives de l'établissement conservées aux archives nationales et aux archives de Paris ainsi que sur divers rapports et écrits publiés sous la monarchie de Juillet, notamment dans la presse pédagogique, et sans prétendre à l'exhaustivité, l'article étudie ses conditions de création, de fonctionnement et de recrutement, ainsi que le modèle pédagogique

5. Jean-Michel Chapoulie, « L'enseignement primaire supérieur... », *loc. cit.* ; Jean-Michel Chapoulie, « Deux expériences de création d'établissements techniques au XIX^e siècle », *Formation-Emploi*, n° 27-28, juillet-décembre 1989, p. 15-41 ; Gérard Bodé et Philippe Savoie [dir.], *L'offre locale d'enseignement : les formations techniques et intermédiaires, XIX^e-XX^e siècles — Histoire de l'éducation*, n° 66, mai 1995.

6. Une école primaire supérieure de jeunes filles, issue de la transformation d'une « maison d'éducation » dépendant de l'administration des Hospices, est par ailleurs fondée par la ville de Paris en 1841.

7. « École primaire supérieure de Paris », *Manuel général de l'instruction primaire*, tome 1, n° 2, décembre 1840, p. 34-40 (citations p. 35-36).

8. « École primaire communale supérieure, fondée par la ville de Paris, rue Neuve-Saint-Laurent, n° 17. Rapport fait à la commission des livres et des méthodes du comité central, le 22 août 1840, et au comité central le 29 août suivant, par MM. Horace Say, Demoyencourt et Deslandes, rapporteur », *BSIE*, tome 12, n° 142, octobre 1840, p. 402-427 (citation p. 404, souligné dans le texte).

9. Albert Collignon, *L'École Turgot sous l'administration municipale, 1839-1889*, Paris, Librairie des sciences générales, 1895.

et les enseignements mis en place par son premier directeur (1839-1852) sous l'autorité du Comité central d'instruction primaire de Paris. De quel milieu socioprofessionnel les élèves qui la fréquentent sont-ils issus ? Dans quelle mesure reproduit-elle les normes et les pratiques de l'école primaire ? Avec quels contenus et quelles finalités ? Autant de questions qui visent à mieux cerner l'inscription du nouvel établissement – et, au-delà, de l'enseignement primaire supérieur – dans cet univers pluriel que constitue l'école du peuple¹⁰.

UNE ÉCOLE AU CŒUR DU PARIS INDUSTRIEL

Fondée par la municipalité en exécution de la loi Guizot de 1833, l'école primaire supérieure de garçons de la ville de Paris ouvre ses portes en octobre 1839, à l'issue d'une longue série de rapports, de discussions et de décisions – municipales, préfectorales, ministérielles – initiée quatre ans plus tôt. Placée sous la direction de Pierre-Philibert Pompée, un instituteur directeur d'école mutuelle qui a activement participé à son organisation matérielle et pédagogique¹¹, contrôlée par le Comité central d'instruction primaire de Paris, instance créée à la fin de l'année 1833 pour assurer la surveillance des écoles primaires de la capitale¹², l'école est établie au numéro 17 de la rue Neuve-Saint-Laurent (aujourd'hui rue du Vertbois), dans l'actuel III^e arrondissement, dans un bâtiment spécialement construit à cet effet. Sa localisation n'est pas anodine, compte tenu de l'ambition d'y donner « un enseignement spécial principalement utile aux jeunes enfants qui se destinent au commerce ou à l'industrie »¹³. Proche du Conservatoire des arts et métiers, l'école se situe en effet au cœur du Paris industriel – Jeanne Gaillard évoque un arron-

10. Le format de cet article ne permet pas d'engager des comparaisons avec d'autres établissements analogues, provinciaux notamment, existant à la même époque. Cf. notamment, sur l'école primaire supérieure de Nantes, Jean-Michel Chapoulie, « Deux expériences de création... », *loc. cit.* Pour un aperçu succinct sur celles de Nancy et Metz, cf. Gérard Bodé, « La naissance de l'enseignement technique provincial », in André Grelon et Françoise Birk [dir.], *Des ingénieurs pour la Lorraine XIX^e-XX^e siècles*, Metz, Éditions Serpenoise, 1998, p. 71-91. Plusieurs mémoires de maîtrise ont été réalisés sur l'école La Martinière de Lyon, par exemple Cyrille Pandraud, *La formation et les élèves de l'école La Martinière à Lyon, 1826-1841*, mémoire de maîtrise, université Lyon 2, 1997. Également : François Soulard, *La mise en place des formations intermédiaires en chimie appliquée au XIX^e siècle en France : de Jean-Antoine Chaptal à Victor Duruy*, thèse de doctorat sous la direction de Gérard Emptoz, université de Nantes, 2006.

11. Pour une biographie de Pierre-Philibert Pompée, cf. notamment Léon Château, *Notice biographique sur Pierre-Philibert Pompée, instituteur, premier directeur de l'école municipale Turgot, fondateur de l'école professionnelle d'Ivry*, Paris, Auguste Boyer et C^e, 1875 ; Eugène Blanchet, « Pompée », in Ferdinand Buisson [dir.], *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, Paris, Hachette, 1887, première partie, tome 2, p. 2407-2408. Un fonds Pierre-Philibert Pompée est conservé aux Archives municipales d'Ivry-sur-Seine (sous-série 40 Z).

12. Pierre Bousquet, « Une tentative de municipalisme scolaire : l'enseignement primaire parisien sous la monarchie de Juillet », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 29, n° 1, janvier-mars 1982, p. 70-95.

13. Arch. Paris (Archives de Paris), VD6 366 n° 9 : Avis concernant les conditions d'admission aux places gratuites fondées par la ville de Paris, 1844.

dissement « industriel et croyant à l'industrie »¹⁴. Au début de la décennie, les notables de ce secteur de la capitale avait d'ailleurs réclamé et obtenu la création d'un « collège d'industrie », il est vrai éphémère, pour les « plus de 150 000 habitants au centre du commerce et de l'industrie »¹⁵.

Proposant un plan d'études en trois ans, l'école est prévue pour recevoir 300 élèves externes : 100 par promotion¹⁶. Recrutés sur examen vers l'âge de 13 ans, ceux-ci sont soumis à une rétribution mensuelle de 10 francs par mois, auxquels il faut ajouter 3 francs pour les fournitures scolaires (manuels, papier, etc.). Non seulement la gratuité alors en vigueur des écoles primaires communales ne se prolonge pas à l'école primaire supérieure, mais il s'agit là d'une somme relativement élevée – et donc socialement sélective – au regard de ce qui se pratique à la même époque dans les autres grandes villes du pays : la rétribution n'est que de 3 francs par mois à Bordeaux et de 5 francs à Nantes (8 francs à partir de 1841)¹⁷. Certes, les salaires sont plus élevés à Paris qu'en province et peuvent y atteindre, selon Francis Démier, 6 à 8 francs par jour pour un ouvrier de métier¹⁸, mais il arrive, aux dires des autorités, « qu'une famille qui paie 5, 6 ou 7 francs par mois dans une école privée, ne puisse pas faire un sacrifice plus élevé »¹⁹. La *Revue de l'instruction publique*, il est vrai peu favorable à la politique scolaire de la municipalité parisienne, juge d'ailleurs excessif le montant de la rétribution demandée, dès lors qu'elle concerne une école communale²⁰.

Il existe néanmoins un système de bourses accordées par la ville, au nombre de vingt par année, en vue d'accueillir les enfants dont les parents sont « hors d'état de payer la rétribution de 10 francs par mois »²¹. S'agit-il pour autant d'accueillir des « enfants pauvres » ? Comme l'écrit le préfet de Paris à un maire d'arrondissement : « Il ne s'agit pas ici [...] d'un dénuement absolu constaté par le contrôle de l'indigence, mais d'une position gênée que vous saurez apprécier eu égard au nombre des enfants, à la profession plus ou moins lucrative des parents, aux charges des familles »²². En outre, pour les familles les moins aisées, l'attribution d'une bourse peut sembler moins inté-

14. Jeanne Gaillard, *Paris, la ville (1852-1870)*, Paris, L'Harmattan, 1997 (1^{re} édition 1976), p. 218.

15. Arch. Paris, VD6 366 n° 9 : Lettre des maire, adjoints et habitants du 6^e arrondissement au ministre de l'Instruction publique, s. d. Voir aussi le dossier de Louis Lamotte, son directeur (et futur inspecteur de l'instruction primaire pour le département de la Seine), dans Arch. nat. (Archives nationales), F/17/9026 ainsi que l'*Almanach des 25 000 adresses des principaux habitants de Paris pour l'année 1835*, p. 295-296.

16. Horace Say, *Études sur l'administration de la ville de Paris et du département de la Seine*, Paris, Guillaumin, 1846, p. 207.

17. Marc Suteau, *Une ville et ses écoles. Nantes, 1830-1940*, Rennes, PUR, 1999, p. 32.

18. Francis Démier, *La France du XIX^e siècle. 1814-1914*, Paris, Seuil, 2000, p. 184. Cf. également Jean-Marie Chanut, Jean Heffer, Jacques Mairesse et Gilles Postel-Vinay, « Les disparités de salaires en France au XIX^e siècle », *Histoire & Mesure*, volume 10, n° 3-4, 1995, p. 381-409.

19. Arch. Paris, VD6 702 n° 1 : Lettre du préfet au maire du 12^e arrondissement, 22 juin 1844.

20. « Budget de la ville de Paris pour l'année 1844 », *Revue de l'instruction publique en France et dans les pays étrangers*, n° 34, 29 mars 1844, p. 1-2.

21. Arch. Paris, VD6 366 n° 8 : lettre du préfet au maire du 6^e arrondissement, 29 août 1839.

22. *Ibidem*.

ressante financièrement qu'une place de moniteur dans une école mutuelle, qui donne accès à une petite rétribution²³. Avant 1844 toutefois, seuls les élèves des écoles primaires communales peuvent se présenter au concours des bourses, à la condition supplémentaire qu'ils aient auparavant obtenu un prix ou un accessit. Cela assure à l'établissement une petite élite de bons élèves, mais permet aussi certaine ouverture sociale : alors que le recrutement des élèves payants, issus à plus de 80 % d'institutions primaires ou secondaires privées²⁴, se fait principalement dans la petite ou moyenne bourgeoisie industrielle et commerçante (tableau 1), les postulants aux bourses communales sont des fils de charbonnier, de maçon, d'ouvrier cartier, couvreur, taillandier, ou encore de commis parfumeur ou d'employé, parfois inscrits au rôle des indigents²⁵. Si l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent n'est donc pas à proprement parler une école du peuple prolongée, elle n'en offre pas moins la possibilité à une petite minorité d'enfants issus des couches populaires de poursuivre leur scolarité pour quelques années supplémentaires.

Tableau 1 : Profession des parents d'élèves non boursiers de l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent (1839-1844)

Professions libérales	Libérales, proprement dites : 49 Propriétaires et rentiers : 29 Militaires : 8	86	15 %
Professions administratives	Administrations publiques : 52 Administrations particulières : 16	68	11,8 %
Professions commerciales	Négoce et banque : 78 Nourriture : 66 Vêtements : 58 Mobilier : 36	238	41,5 %
Professions industrielles	Bâtiment : 41 Fabriques spéciales : 35 Professions diverses : 87	163	28,4 %
Salariées	Professions salariées	5	0,9 %
Inconnues		14	2,4 %
Total		574	100 %

Source : Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure fondée par la ville de Paris, rue Neuve-Saint-Laurent, 17, par la commission de surveillance composée de MM. Boutron, Pellassy de l'Ousle et Horace Say, rapporteur. Séance du 6 mars 1845*, Paris, Schneider et Langrand, 1845, p. 48 (le tableau reprend les catégories de la source).

Prévue, on l'a dit, pour accueillir 300 élèves, l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent tarde cependant à faire le plein. Ses effectifs stagnent aux environs

23. Horace Say, *Études sur l'administration de la ville de Paris*, op. cit., p. 209.

24. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure fondée par la ville de Paris, rue Neuve-Saint-Laurent, 17, par la commission de surveillance composée de MM. Boutron, Pellassy de l'Ousle et Horace Say, rapporteur. Séance du 6 mars 1845*, Paris, Schneider et Langrand, 1845, p. 39.

25. Arch. Paris, VD6 702 n° 1 : Listes des candidats présentés au concours d'admission aux bourses communales, 1840-1844.

de 160 élèves dans la première moitié de la décennie 1840, et il faut attendre 1848 pour que la barre des 300 soit dépassée. Son aire de recrutement est pourtant relativement étendue puisque certains de ses élèves viennent de quartiers éloignés de la rive gauche de la Seine, et que plus d'un élève sur quatre est issu d'une école primaire située en dehors des limites de la capitale, certaines communes de banlieue finançant d'ailleurs des places gratuites²⁶. L'école est en fait confrontée à un double phénomène, qui grève d'autant la croissance des effectifs. D'une part, elle peine à garder ses élèves : seule une petite minorité d'entre eux parcourt la totalité du cursus. En 1845, par exemple, l'école ne compte que 38 élèves en deuxième année et 15 en troisième année, contre une centaine en première année²⁷. Ces abandons précoces, assez classiques au XIX^e siècle y compris dans le secondaire²⁸, sont attribués à des causes multiples : déménagements, familles « hors d'état de continuer le sacrifice jusqu'au bout », mais aussi redoublement de certains élèves qui ne sont pas en mesure de suivre dans l'année supérieure²⁹. Pour les élèves de la rive gauche, la distance trop importante à parcourir pour rejoindre l'école peut aussi être un facteur de d'abandon³⁰. Le plan d'études est d'ailleurs conçu en conséquence puisque chaque année doit constituer « une école distincte, c'est-à-dire une école dont le programme pourrait être épuisé complètement pendant la durée d'un an » : « Savoir complètement les choses qu'il aura le plus d'intérêt à connaître, voilà ce qu'il faut à chaque élève quand il sort de l'école supérieure, qu'il y soit resté une ou plusieurs années »³¹.

Mais, d'autre part, l'école peine aussi à recruter. Une importante partie des élèves qui s'y présentent, généralement issus d'écoles privées au dire des administrateurs, n'aurait pas le niveau requis pour réussir l'examen d'admission : « en dehors des élèves boursiers sortant des écoles communales, ce n'est qu'exceptionnellement qu'on a trouvé, à la suite de ces examens, un ou deux garçons de treize ou quatorze ans en état de suivre les cours », indique un rapport de la commission de surveillance³². Pour remédier à cet état de fait, diverses mesures sont prises en 1844. Une année préparatoire est créée, afin de recevoir les élèves trop faibles pour entrer directement en première année,

26. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*, p. 29-42.

27. *Ibidem*, p. 9.

28. L'école primaire supérieure de Nantes est sujette au même phénomène. Cf. Arch. nat., F/17/9824 : Rapport du recteur Louis Dufilhol sur l'école primaire supérieure de Nantes, 28 août 1840.

29. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*, p. 9.

30. En 1858, une pétition d'habitants réclame la création d'une école analogue sur la rive gauche afin d'épargner à leurs enfants non seulement la grande distance qu'ils ont à parcourir, mais aussi les intempéries et les dangers de la circulation auxquels ils sont soumis. Cf. Arch. Paris, VD6 702 n° 2, dossier « Création d'une école industrielle sur la rive gauche à l'instar de l'école Turgot ».

31. « École primaire communale supérieure... », *loc. cit.* Pour autant, il ne s'agit pas d'un enseignement concentrique, tel qu'il sera mis en place dans l'enseignement primaire élémentaire à partir des années 1860-1870.

32. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*, p. 8.

ce qui a pour effet de gonfler mécaniquement les effectifs. De même, les conditions de candidature aux concours des bourses sont rendues moins restrictives, les élèves des écoles privées ayant désormais la possibilité d'y participer tandis que l'obtention préalable d'un prix ou d'un accessit n'est plus exigée.

Quoiqu'il en soit, l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent apparaît comme un établissement plus populaire que d'autres établissements analogues, fruits d'initiatives privées, créés à Paris dans la même période, comme l'école de commerce et des arts industriels de la rue de Charonne, l'école commerciale des frères des Écoles chrétiennes, rue des Francs-Bourgeois, ou encore l'école François I^{er} établie rue Blanche. Issue d'une institution privée ayant obtenu le statut d'école primaire supérieure en 1838 puis municipalisée en 1843-1844, l'école François I^{er} s'adresse en effet à une clientèle plus fortunée, même si des bourses, il est vrai peu nombreuses, peuvent en faciliter l'accès : « En créant cette école, on ne la destina pas, comme celle de la rue Neuve-Saint-Laurent, aux enfants d'ouvriers et de contremaîtres, mais bien aux enfants des riches industriels et des grands manufacturiers »³³. La durée des études (six ans), l'ajout à son programme d'« éléments de latinité »³⁴, mais aussi la présence d'un internat et un prix de pension (1 000 francs par an) peu différent de celui des collèges royaux de la capitale³⁵, rapproche d'ailleurs l'établissement du modèle secondaire destiné aux catégories aisées de la population. « Quel service rend-il aux classes pauvres ? », s'interroge d'ailleurs un inspecteur primaire³⁶. Cette hiérarchisation sociale des deux établissements est d'ailleurs entérinée en 1848, lorsque l'école de la rue Blanche prend le nom de *collège* Chaptal, tandis que celle de la rue Neuve-Saint-Laurent devient l'*école* Turgot (après avoir été nommée école Colbert en 1847), ce qui revient de fait à maintenir cette dernière dans l'univers primaire – et donc de l'école du peuple –, et ce en dépit du masquage de sa qualité d'école primaire supérieure demandé par plusieurs administrateurs locaux qui estimaient cette dénomination nuisible à son attractivité³⁷.

33. *Gazette de l'instruction publique*, n° 30, 30 octobre 1845, supplément, p. 342-344. Cette différenciation en matière d'aisance des familles est soulignée par Jean-Michel Chapoulie, *L'École d'État conquiert la France. Deux siècles de politique scolaire*, Rennes, PUR, 2010, p. 79.

34. Horace Say, *Études sur l'administration de la ville de Paris...*, *op. cit.*, p. 219 ; Jean Jacquart, « De François I^{er} à Chaptal ou la mutation d'une école en lycée », in *Cent-cinquantième du lycée Chaptal (1844-1994)*, Paris, Association amicale des anciens élèves, 1994, p. 6-25.

35. Arch. Paris, VD6 366 n° 9 : Prospectus de l'École municipale François I^{er}, 1844. Sur les tarifs des établissements secondaires parisiens, cf. Philippe Savoie, *La construction de l'enseignement secondaire (1802-1914). Aux origines d'un service public*, Lyon, ENS Éditions, 2013, p. 225.

36. Arch. nat., F/17/9825 : Rapport de M. Lamotte, inspecteur spécial du département de la Seine, 29 mars 1844.

37. En 1845, notamment, le savant et membre du conseil municipal François Arago proposait ainsi « de substituer à la dénomination malheureuse d'école primaire supérieure [...] le nom d'un homme illustre qui se soit fait remarquer, soit par des inventions utiles, soit par des services industriels et commerciaux rendus au pays », cf. *Gazette de l'instruction publique*, supplément, 30 août 1845, p. 264. Cf. également Horace Say, *Études sur l'administration de la ville de Paris...*, *op. cit.*, p. 205 : « Le mot primaire a paru humiliant aux familles lorsqu'on l'appliquait à des jeunes gens qui avaient passé l'âge où l'on fréquente les premières écoles ».

UN MODÈLE PÉDAGOGIQUE HYBRIDE,
DES CONNAISSANCES « PRATIQUES ET POSITIVES »³⁸

Qu'en est-il, dès lors, du modèle pédagogique de l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent, dans une période « marquée par les débats sur l'organisation pédagogique des écoles élémentaires (à propos des méthodes mutuelle, simultanée et individuelle) et sur celle des collèges secondaires (où les élèves pouvaient être regroupés par classes ou par cours) »³⁹ ? Et qu'en est-il également des savoirs enseignés, alors que la création des écoles primaires supérieures pose la question des limites dans lesquelles doit être enfermée l'école du peuple, y compris celle de ses élites, au risque sinon de voir se former des « collèges au petit pied »⁴⁰ susceptibles de produire des déclassés ?

Mutuel ou simultané ?

Alors que Paris constitue sous la monarchie de Juillet un « bastion du mutuel »⁴¹, mais que Guizot cherche à favoriser l'enseignement simultané en vigueur chez les frères des Écoles chrétiennes (mais aussi, de fait, dans les collèges secondaires), l'établissement concilie les deux modes d'enseignement, du moins à ses débuts. L'affrontement entre les tenants des deux méthodes relève alors moins, il est vrai, de la « guerre pédagogique entre libéraux et catholiques »⁴² commencée sous la Restauration, que de l'opposition des partisans de la liberté de l'enseignement (réunis notamment dans la Société pour l'instruction élémentaire, fer de lance depuis 1815 de l'enseignement mutuel) à la volonté du ministre de l'Instruction publique de développer un État éducateur centralisé⁴³. Adopté en 1836, le règlement de l'école dispose ainsi que « le mode d'enseignement à suivre pour l'instruction des élèves sera mutuel ou simultané, selon la nature des exercices et le nombre des élèves »⁴⁴. Les locaux de l'école ont été conçus et aménagés pour répondre à une telle organisation : tandis que les amphithéâtres, dédiés à l'enseignement magistral et sans doute davantage inspirés des dispositifs des collèges que de ceux des Écoles des frères, renvoient au mode simultané, la salle d'étude reproduit quant à elle la salle de classe d'une école mutuelle, tant par ses dimensions

38. « École supérieure de la ville de Paris », *Revue de Paris*, n° 53, 1844, p. 14.

39. Jean-Michel Chapoulie, « L'enseignement primaire supérieur... », p. 421.

40. « Des écoles primaires supérieures, et de la forme de leur enseignement », *Revue de l'instruction publique en France et dans les pays étrangers*, n° 50, 19 juillet 1844, p. 501-503 (citation p. 501).

41. Pierre Bousquet, « La direction d'école élémentaire à Paris de 1830 à nos jours », in *Histoire de l'administration de l'enseignement en France, 1789-1981*, Genève, Droz, 1983, p. 107-136 (citation p. 124).

42. Christian Nique, *Comment l'école devint une affaire d'État (1815-1840)*, Paris, Nathan, 1990, p. 211.

43. À l'échelle de Paris, les concours pour l'obtention des bourses communales pour les écoles primaires supérieures sont l'objet d'une compétition entre écoles mutuelles et écoles des Frères. Cf. Jean-Michel Chapoulie, *L'École d'État...*, op. cit., p. 63.

44. « Arrêté relatif à la création d'une école primaire supérieure à Paris, d'après une délibération du comité central de Paris », *BSIE*, novembre 1836, p. 352.

imposantes (28 mètres de longueur sur 17 de largeur) que par son aménagement : elle comprend 40 tables pouvant recevoir chacune 10 élèves, et dispose sur son pourtour de tableaux noirs permettant de réunir les élèves en petits groupes « afin de faire des calculs, de tracer des figures géométriques, de dessiner des cartes »⁴⁵. En 1841, un rapport de la Société pour l'instruction élémentaire (dont certains membres du Comité central d'instruction primaire de Paris, comme Henri-Georges Boulay de la Meurthe, sont des responsables importants), note d'ailleurs que l'établissement présente, pour ce qui est des déplacements des élèves, « la régularité d'une bonne école mutuelle »⁴⁶.

Le dosage entre mutuel et simultané varie toutefois selon les disciplines. Tandis que l'enseignement de la calligraphie relève entièrement du mode mutuel, celui des mathématiques, comme celui de la géographie, n'en emprunte que certains procédés, articulant le cours magistral donné par le professeur à l'amphithéâtre à tous les élèves d'une même division, leur réunion en petits groupes « suivant les procédés du mode mutuel » en vue de résoudre au tableau noir les problèmes donnés par ce dernier, et enfin le travail individuel, essentiellement de rédaction, effectué « aux bancs » dans le cadre de l'étude⁴⁷. En revanche, l'enseignement de l'histoire ressortit principalement de l'enseignement simultané. Quant aux moniteurs, nommés à partir d'un classement des élèves mêlant évaluation du travail et appréciation de la conduite, leur rôle n'est pas, comme à l'école mutuelle, de se substituer au maître : selon les disciplines, ils font office de répétiteur ou d'auxiliaire des professeurs, ces derniers restant les dispensateurs exclusifs des leçons⁴⁸. Dans un mémoire de 1845, le directeur de l'école prendra d'ailleurs ses distances avec le « système monitorial » auquel il a pourtant été formé : « fécond en bons résultats lorsqu'il s'agit d'instruction élémentaire, ce mode ne pourrait rien produire de satisfaisant là où l'on doit développer l'intelligence et le raisonnement »⁴⁹.

L'organisation des enseignements par cours (ou par « facultés ») donnés par des enseignants spécialisés, et non par classes placées sous la responsabilité d'un maître unique et généraliste, constitue une autre caractéristique du modèle pédagogique en vigueur dans l'établissement. Ainsi l'école possède-t-elle un corps professoral nombreux, avec près d'une quinzaine de professeurs (directeur inclus) dans les années 1840, chacun dispensant une discipline bien spécifique. En cela, l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent se démarque

45. « École primaire supérieure de Paris... », *loc. cit.*, p. 37.

46. « Rapport de M. F. Demoyencourt, au nom des comités réunis des maîtres et d'inspection, sur la distribution des médailles et des mentions honorables », *BSIE*, n° 38-141, juin-septembre 1841, p. 291-330 (citation p. 313).

47. « École primaire communale supérieure... », *loc. cit.*, p. 420 ; « École primaire supérieure de Paris (2^e article) », *Manuel général de l'instruction primaire*, n° 3, janvier 1841, p. 66.

48. « École primaire communale supérieure... », *loc. cit.*, p. 421-422.

49. *De l'éducation professionnelle en France*, publié dans Pierre-Philibert Pompée, *Études sur l'enseignement professionnel en France*, Paris, Pagnerre, 1863, p. 127.

nettement du modèle canonique de l'école primaire (et plus encore de l'école mutuelle) où domine la figure de l'instituteur polyvalent. Elle se démarque également, dans une moindre mesure toutefois, du modèle de l'enseignement secondaire classique qui fonctionne par classes de deux heures où les élèves sont sous la conduite d'un même enseignant, mais recourt également à des professeurs spécialisés pour l'enseignement des mathématiques, des sciences physiques et naturelles, de l'histoire et de la géographie, mais aussi des langues vivantes ou encore du dessin. La spécialisation des enseignants de l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent est en effet particulièrement poussée. Elle l'est davantage que dans l'enseignement secondaire, mais aussi que dans les écoles primaires supérieures des grandes villes de province. C'est que, pour le directeur de l'école, « plus un homme s'est occupé d'une science, plus il la possède ; aussi peut-on avoir de bien meilleurs maîtres lorsqu'on ne leur confie qu'une partie déterminée de l'instruction »⁵⁰. Pour les sciences expérimentales, notamment, l'école dispose d'un professeur pour la physique, d'un autre pour la chimie, et d'un autre encore pour l'histoire naturelle⁵¹. De même, passées les premières années d'existence de l'école, l'histoire et la géographie sont enseignées par deux professeurs distincts. Comme on va le voir, ces professeurs nombreux et spécialisés servent un plan d'études ambitieux, qui privilégie plus particulièrement les enseignements scientifiques.

Un enseignement ambitieux, centré sur les sciences et leurs applications

Comme l'a souligné Jean-Michel Chapoulie, l'organisation de l'enseignement primaire supérieur par la loi Guizot était « supposée contenir le développement des études intermédiaires dans d'étroites limites, et prévenir ainsi tout risque de "déclassement" »⁵². Pour autant, si la législation de 1833 dresse bien la liste des matières qui doivent composer l'instruction primaire supérieure, elle n'en permet pas moins de lui donner « les développements qui seront jugés convenables » afin de répondre aux besoins locaux⁵³. Les fondateurs de l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent ont profité à plein de cette disposition. Il est vrai que Guizot lui-même avait encouragé l'administration parisienne à élaborer un programme « aussi complet que possible » afin de tenir compte des besoins spécifiques de la capitale : « le chiffre élevé de sa population, la composition toute particulière de ses habitants, et l'étendue ainsi que la diversité de leurs besoins industriels, ne permettent pas d'y assigner à l'enseignement les mêmes limites que partout ailleurs », écrivait-il en 1835⁵⁴.

50. *Idem*, p. 102.

51. À Nantes, par exemple, le directeur Arsène Leloup, enseigne à la fois la physique, la chimie et l'histoire naturelle. Cf. Arch. nat., F/17/9824 : Rapport du recteur Louis Dufilhol sur l'école primaire supérieure de Nantes, 28 août 1840.

52. Jean-Michel Chapoulie, « L'enseignement primaire supérieur... », *op. cit.*, p. 418.

53. Loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, *Bulletin universitaire*, tome 3, 1835, p. 241-243.

54. « Observation de M. le ministre », *BSIE*, n° 87, mars 1836, p. 87.

Les enseignements scientifiques et graphiques sont les principaux bénéficiaires de la latitude offerte par la législation. « Les cours de l'école qui ont une influence plus marquée sur le choix des professions des élèves sont essentiellement ceux de mathématiques, de dessin et de chimie », note ainsi un administrateur⁵⁵. Ceux-ci se déploient bien au-delà du périmètre prévu par la loi, à côté du français, de l'histoire et de la géographie, des langues vivantes (anglais et allemand⁵⁶), de la comptabilité. L'enseignement mathématique comprend ainsi non seulement l'arithmétique et la géométrie, mais aussi la trigonométrie, la géométrie descriptive et l'algèbre jusqu'aux équations du second degré⁵⁷, ce qui va même au-delà des extensions autorisées par le ministre Salvandy en 1838⁵⁸. De même, le cours de sciences physiques et naturelles s'étend à la mécanique, à la cosmographie, à l'hygiène, tandis que le dessin linéaire est complété par le dessin d'ornement, le dessin d'architecture et le dessin des machines⁵⁹.

L'ampleur de ces enseignements n'est pas uniquement qualitative : elle est aussi quantitative, une large place leur étant accordée dans l'emploi du temps des élèves. Sur l'ensemble du cursus, les enseignements scientifiques et graphiques occupent en 1845 la moitié du temps des leçons, et en représentent environ les deux tiers en dernière année. C'est nettement plus que dans les collèges royaux parisiens, où les sciences occupent à la même époque une place très marginale dans un cursus dominé par les humanités classiques, à l'exception de la classe terminale de philosophie et surtout des classes de mathématiques élémentaires et spéciales qui préparent aux écoles du gouvernement (Polytechnique, Saint-Cyr, etc.)⁶⁰. Non seulement l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent dispense à ses élèves une large gamme de savoirs scientifiques (et graphiques), mais elle leur en propose une pratique plus précoce et plus soutenue qu'à leurs camarades du secondaire classique. Cette large place attribuée aux sciences n'est pas sans soulever des critiques. La *Revue de l'instruction publique* dénonce ainsi, en 1844, la « fausse voie » dans laquelle s'est engagée l'école, avec son « catalogue toujours trop long des sciences qu'on veut enseigner »⁶¹ : « Tout le monde comprendra qu'une école primaire supérieure bien conçue doit se distinguer d'un collège, non pas parce qu'elle supprime certains ordres de sciences [...] mais parce que le développement

55. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*, p. 44.

56. Le plan d'études initial prévoyait l'enseignement de quatre langues vivantes : anglais, allemand, espagnol, italien. L'enseignement des « langues du Sud » sera finalement abandonné en 1840. Elles seront en revanche enseignées à l'école municipale François I^{er}/collège Chaptal.

57. « Rapport, par M. H. Boulay de la Meurthe, sur le règlement des études dans l'école primaire supérieure à fonder rue Neuve-Saint-Laurent », *BSIE*, n° 117-118, septembre-octobre 1838, p. 275-293 ; Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*

58. Circulaire du 28 décembre 1838 relative à l'instruction professionnelle, *Bulletin universitaire*, tome 7, 1838, p. 560-563.

59. « Rapport, par M. H. Boulay de la Meurthe, sur le règlement des études... », *loc. cit.*, p. 285.

60. Abel-François de Villemain, *Rapport au Roi sur l'instruction secondaire*, Paris, Impr. royale, 1843, p. 68-74.

61. « Des écoles primaires supérieures... », *loc. cit.*, p. 502.

qu'elle donne à tous est plus pratique, plus usuel, moins étendu et moins profond qu'une école plus élevée»⁶².

Au vrai, contrairement à une instruction secondaire voulue essentiellement abstraite et sans applications immédiates⁶³, l'enseignement dispensé rue Neuve-Saint-Laurent est bien voulu concret, pratique, utile, tourné vers les applications, voire préparant à la vie professionnelle. En cela, il répond aux canons de l'instruction primaire alors en vigueur. Le cours de mathématiques est ainsi « constamment rapporté aux services usuels que la science est appelée à rendre »⁶⁴, tandis qu'en chimie, le professeur « fait dans toutes les leçons des applications aux arts ou à l'industrie »⁶⁵, celles-ci étant accompagnées de manipulations chimiques ayant pour objet des « préparations industrielles ». Le cours d'histoire naturelle, complété par des promenades zoologiques (au Muséum), botaniques (au bois de Vincennes) et géologiques (aux carrières de Meudon), suit la même direction : « Ce n'était pas de la science de savant [...]. Dans ce que [le professeur] nous racontait sur les pierres, les plantes, les animaux, il y avait instruction pour le maçon, le tabletier, le corroyeur, le fourreur, le tisserand »⁶⁶. Cette dimension pratique et appliquée ne concerne pas seulement les sciences : de même que la géographie est « principalement appliquée au commerce et à l'industrie »⁶⁷, le cours de français veut apprendre aux élèves à « faire de bonnes rédactions ; de celles qui sont demandées dans les professions industrielles auxquelles ils sont destinés »⁶⁸.

Pour offrir un tel enseignement, à la fois étendu du point de vue des contenus et donnant toute leur place aux applications pratiques, l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent n'est pas dénuée de moyens matériels. Ses bâtiments flambants neufs sont particulièrement bien équipés⁶⁹. Outre les deux amphithéâtres et la grande salle d'étude, on y trouve un laboratoire où les élèves peuvent effectuer des manipulations de chimie, ainsi qu'une salle accueillant les instruments de physique et les collections d'histoire naturelle, bien pourvues grâce aux dons du Muséum d'histoire naturelle et du professeur lui-même⁷⁰. Il est même prévu de planter la cour de l'école d'arbres représentant les principales essences présentes dans les forêts françaises ou employées dans l'industrie. L'école dispose également d'une vaste salle de dessin (17 mètres

62. « De la nécessité de distinguer les collèges des écoles primaires supérieures », *loc. cit.*, p. 614.

63. « Des frais d'études dans les collèges de Paris », *Revue de l'instruction publique en France et dans les pays étrangers*, n° 78, 15 novembre 1845, p. 813-814.

64. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*, p. 22.

65. *Idem*, p. 29.

66. « Promenades de Christophe au jardin des plantes », *Magasin pittoresque*, tome 26, juin 1858, p. 207.

67. Horace Say, *Études sur l'administration de la ville de Paris...*, *op. cit.*, p. 207.

68. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*, p. 16.

69. « École primaire supérieure de Paris », *loc. cit.*

70. L'établissement semble toutefois insuffisamment doté en instruments de physique et plus encore en modèles de machines. Cf. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*, p. 27-28.

de longueur sur 7 de largeur) pourvue d'un hémicycle en gradins pour le dessin d'après les modèles en relief, ainsi que d'une pièce attenante où une vingtaine d'élèves peut pratiquer le modelage «et y puiser de la sorte une des connaissances les plus indispensables pour l'exercice des principales industries artistiques, si nombreuses aujourd'hui»⁷¹. Le choix des professeurs, pour ce qui est des sciences et des études graphiques du moins, joue également dans le sens d'une orientation pratique de l'enseignement. N'appartenant ni au monde du primaire, ni au monde du secondaire, ce sont en effet pour la plupart des praticiens-experts avant d'être des enseignants, bien insérés dans les milieux scientifiques et techniques : les professeurs d'histoire naturelle et de chimie sont des hommes de laboratoire (aide naturaliste au Muséum, préparateur à la faculté de médecine...), tandis que les professeurs de dessin d'ornement et de dessin géométrique sont des professionnels du graphisme, respectivement sculpteur et dessinateur de machines et d'architecture.

Quel est, à l'issue d'un tel cursus, le devenir professionnel des élèves de l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent? Une statistique de 1846, certes partielle car portant sur les toutes premières promotions, fournit des indications sur ceux ayant suivi l'intégralité des trois années d'études (tableau 2). En dépit de son caractère sommaire, elle montre que, dans leur grande majorité, ceux-ci se sont dirigés vers les métiers de l'industrie et du commerce. Pour les autres élèves, l'école apparaît surtout comme une étape vers le métier d'enseignant du primaire, élémentaire et supérieur, ou vers une poursuite d'études⁷². L'objectif affiché par les responsables de l'école de mettre ses élèves «en état de devenir de bons commis, de bons contremaîtres, ou de se faire entrepreneurs, ou vérificateurs, arpenteurs, etc.»⁷³ semble donc largement atteint. La nature des emplois occupés, qui ne relèvent pas d'un travail purement manuel (mécanicien, toiseur, dessinateur...), voire qui en sont totalement détachés (teneur de livres, enseignant...), suggère en outre que le passage par l'école aura permis à la fraction la plus populaire de ses élèves de «s'élever au-dessus du rang de simple ouvrier»⁷⁴. Un rapide examen d'une liste nominative d'anciens élèves datant du début des années 1860 montre enfin qu'à cette date, une proportion significative de ceux qui ont fréquenté l'école sous le directorat de Pompée ont accédé à des positions professionnelles qui se situent bien au-delà du monde de l'artisanat et de la boutique proprement dit, notamment dans la banque et le négoce⁷⁵. Au total, les élèves de l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent semblent donc connaître, à l'issue de leurs

71. «École primaire supérieure de Paris», *loc. cit.*, p. 38.

72. À cet égard, le cas de Paris contraste fortement avec celui de Nantes. Cf. Jean-Michel Chapoulie, «Deux expériences de création...», *loc. cit.*, p. 26-27.

73. Horace Say, «De l'administration du département de la Seine et de la ville de Paris (suite)», *Journal des économistes*, 1844, p. 305-327 (citation p. 319).

74. Comité central d'instruction primaire, *Rapport sur l'école supérieure...*, *op. cit.*, p. 5.

75. Association amicale des anciens élèves de l'école municipale Turgot, *Annuaire 1862*, Paris, Charles de Mourgues Frères, 1862.

études, une certaine élévation socioprofessionnelle, dont l'influence proprement scolaire resterait toutefois à mieux évaluer.

Tableau 2 : Devenir des élèves de l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent sortis entre 1842 et 1845

Travaux de bâtiments (toiseurs, vérificateurs, élèves architectes)	9	12,4 %
Mécaniciens, imprimeurs, facteurs de pianos	12	16,4 %
Commerce, commis, teneurs de livres	24	32,9 %
Administrations publiques, Caisse d'épargne	2	2,7 %
Fabriques de produits chimiques	6	8,2 %
Dessinateurs dans les fabriques	5	6,8 %
Instruction publique primaire et supérieure et écoles spéciales	14	19,2 %
Artiste musicien	1	1,4 %
Total	73	100 %

Source : Horace Say, *Études sur l'administration de la ville de Paris et du département de la Seine*, Paris, Guillaumin, 1846, p. 214 (le tableau reprend les catégories de la source).

*

Évoquant l'enseignement primaire supérieur dans un rapport de 1847 sur l'enseignement scientifique, le chimiste Jean-Baptiste Dumas, doyen de la Faculté des sciences de Paris, remarque que la loi Guizot « avait voulu fonder un enseignement usuel, applicable aux masses », mais que les écoles primaires supérieures qui ont connu un succès durable, dont l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent, ont en réalité puisé leurs élèves dans la « population aisée »⁷⁶. Certes, la durée et/ou le coût des études rendent l'établissement dirigé par Pierre-Philibert Pompée inaccessible à une bonne partie des classes populaires. Celui-ci apparaît surtout investi par leur frange supérieure et une petite, voire moyenne, bourgeoisie économique, prête à faire des sacrifices pour offrir à ses fils une scolarité prolongée, pour peu qu'elle les prépare à entrer dans les métiers de l'industrie et du commerce. Mais cette diversité des origines sociales de ses élèves ne doit pas masquer les différences en matière d'aisance et de position professionnelle avec les autres établissements d'enseignement intermédiaires de la capitale, on l'a vu, et plus encore avec ses collèges royaux. Proche peut-être de celle du collège Charlemagne fréquenté selon Paul Gerbod par la petite bourgeoisie du Marais, la clientèle de l'école de la rue Neuve-Saint-Laurent se distingue plus nettement de celle du collège Bourbon qui recrute dans la bourgeoisie d'affaires, et plus encore de celle des collèges Louis-le-Grand et Henri-IV où domine la « bourgeoisie de l'intelligence », celle des professions libérales et de la fonction publique

76. « Rapport sur l'état actuel de l'enseignement scientifique dans les collèges, les écoles intermédiaires et les écoles primaires, adressé à M. le ministre de l'Instruction publique, grand-maître de l'Université de France, par la Faculté des sciences de Paris », *Journal général de l'instruction publique*, 1847, tome 16, p. 403-417 (citation p. 412).

notamment⁷⁷. À cette aune, l'établissement se situe bien davantage, du point de vue socioprofessionnel, du côté de l'école du peuple que de celle des élites sociales. Il s'y inscrit plus résolument encore du point de vue culturel : soutenu par une organisation pédagogique mixant de façon variée et évolutive mode mutuel et mode simultané, l'enseignement dispensé est en effet largement tourné vers les sciences et leurs applications pratiques. Conforme en cela aux normes d'utilité de l'instruction primaire alors identifiée à l'instruction populaire quand la culture scolaire des catégories supérieures, fondée sur les humanités classiques du secondaire, est voulue « désintéressée », il présente en même temps une grande proximité avec les savoirs prodigués dans le cadre de cette école du peuple « à temps partiel » que constituent les cours pour ouvriers qui se développent à la même époque⁷⁸. Peu touchée dans son organisation et son fonctionnement par la révolution de 1848 et les bouleversements politiques qui s'ensuivirent⁷⁹, l'école de la Neuve-Saint-Laurent devenue l'école Turgot s'imposera d'ailleurs ensuite aussi bien comme un foyer d'acculturation scientifique et technique des milieux ouvriers en accueillant dans ses locaux les cours de l'Association philotechnique dès sa création en 1848, que comme le modèle à suivre pour développer dans la capitale de nouveaux établissements intermédiaires en direction des « familles de modeste aisance »⁸⁰.

*Renaud d'Enfert est professeur en sciences de l'éducation
à l'université de Picardie Jules Verne, CURAPP-ESS*

77. Paul Gerbod, *La vie quotidienne dans les lycées et collèges au XIX^e siècle*, Paris Hachette, 1968, p. 108-109.

78. Voir par exemple Renaud d'Enfert, « L'offre d'enseignement mathématique pour les ouvriers dans la première moitié du XIX^e siècle : concurrences et complémentarités », in Carole Christen [dir.] *L'éducation industrielle et les savoirs enseignés aux ouvriers adultes (1800-1870) — Les Études sociales*, n° 159, 2014/1, p. 85-101.

79. La loi Falloux sur l'enseignement du 15 mars 1850, qui supprime toute référence aux écoles primaires supérieures, n'a en particulier guère d'incidence sur l'établissement. Son directeur, Pierre-Philibert Pompée, choisira cependant de démissionner en décembre 1852 afin d'éviter une révocation pour son engagement républicain en 1848. Il sera remplacé par Émile Marguerin.

80. Octave Gréard, *Éducation et instruction. Enseignement primaire*, Paris, Hachette, 1895 (3^e édition), p. 155.